

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 26 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OUEST PRODUCTION

Impasse de La Raye
85220 La Chaize-Giraud

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement OUEST PRODUCTION implanté Impasse de La Raye 85220 La Chaize-Giraud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OUEST PRODUCTION
- Impasse de La Raye 85220 La Chaize-Giraud
- Code AIOT : 0006302977
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ouest Production exerce une activité de fabrication de portes, autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2022. Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410) et de vernissage (rubrique 2940-2), désormais soumises à enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.4	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositif d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 5.4.2	/	Sans objet
2	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
3	Transmission des rapports de suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif d'extinction automatique, qui constitue un élément majeur dans la prévention des risques d'incendie, n'est pas conforme au référentiel d'installation et de maintenance retenu par l'exploitant. Plusieurs non-conformités relevées sont susceptibles de mettre en échec le dispositif et donc d'empêcher un fonctionnement efficace en cas d'incendie. Par conséquent, il est proposé au préfet de la Vendée de mettre en demeure l'exploitant, en vue d'une mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Si la consommation de solvants dépasse 1 t/an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si cette consommation dépasse 30 t/an, ce plan de gestion des solvants est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions, un plan de gestion des solvants simplifié, ne différenciant pas les émissions canalisées des émissions diffuses, est élaboré.
Constats : Au vu du suivi réalisé par l'exploitant, la consommation de solvants est restée inférieure à 1 t an 2024. L'exploitant n'est donc pas tenu d'élaborer un PGS pour l'année 2024. Cette faible consommation de solvants, comparée au niveau d'activité autorisé au titre de la rubrique 2940-2 (400 kg/j) s'explique notamment par l'utilisation de formulations aqueuses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

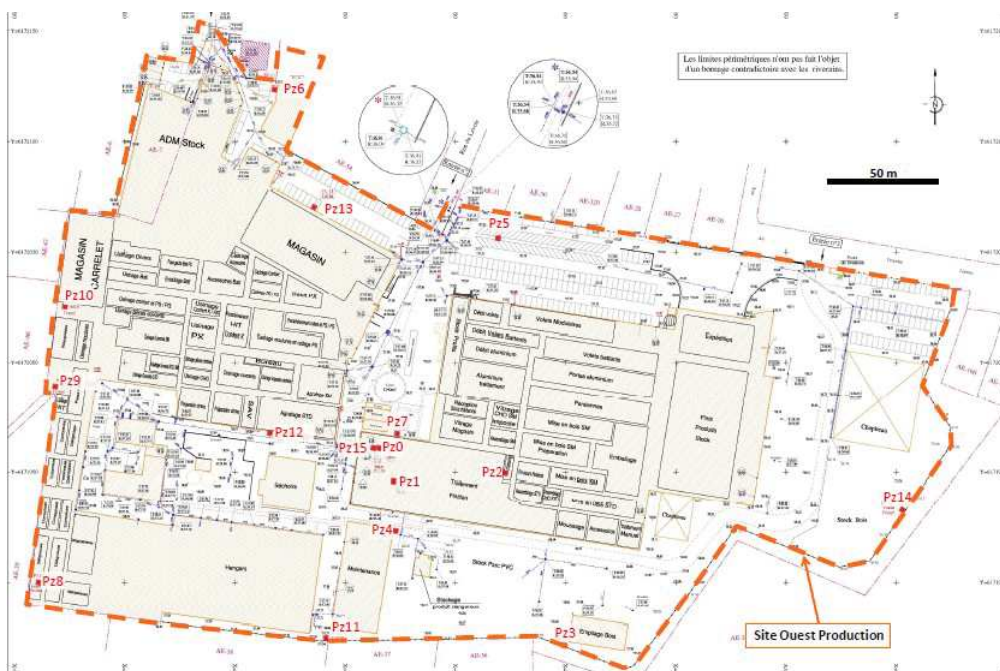
Deux fois par an, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation de traitement du bois.

Constats :

Cette disposition vise en particulier à surveiller l'évolution de la pollution avérée du site, dont la source est localisée au niveau des anciennes installations de préservation du bois, à l'Ouest de l'actuel bâtiment de finition.

Le programme de surveillance imposé est respecté. La dernière campagne a été réalisée en septembre/octobre 2024 (rapport de janvier 2025).





Les principaux résultats de cette dernière campagne de mesures sont synthétisés ci-après. Les valeurs de référence mentionnées sont issues de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

- Propiconazole (valeur de référence égale à 0,1 µg/l) :
 - Anomalies très importantes (jusqu'à 95 µg/l) au niveau de la source de pollution (Pz0, Pz7 et Pz15). Depuis 2010, une légère baisse est observée sur Pz0, tandis qu'une hausse est observée sur Pz15.
 - Aucune anomalie sur les ouvrages implantés en limite de site, en aval hydrogéologique de la source de pollution (Pz8, Pz9, Pz10).
 - Anomalies notables (jusqu'à 1,8 µg/l) en amont hydrogéologique (Pz5, Pz14) ou en latéral (Pz6, Pz11, Pz13) de la source de pollution. Néanmoins, le rapport de mesures indique que l'écoulement des eaux souterraines au droit du site d'étude est difficilement appréhendable, compte tenu du contexte hydrogéologique fracturé, de la position du site sur un point haut topographique, ainsi que d'une influence possible des réseaux et structures enterrés. Ainsi, même pour les ouvrages identifiés en amont de la source de pollution, ces anomalies pourraient être liées aux activités du site. Une nouvelle campagne réalisée en octobre 2024 sur Pz5, Pz6, Pz11 et Pz14 a conclu à l'absence d'anomalie (résultats < LQ).
- Tébuconazole (valeur de référence égale à 0,1 µg/l) :
 - Anomalie modérée (0,35 µg/l) en aval hydrogéologique de la source de pollution (Pz9). Aucune anomalie au niveau de la source de pollution, alors que cette substance a régulièrement été quantifiée lors de précédentes campagnes.
- Trichloréthylène (valeur de référence égale à 10 µg/l) :
 - Anomalies modérées (jusqu'à 40 µg/l) au niveau de la source pollution (Pz0, Pz7 et Pz15) et absence de quantification sur les autres ouvrages (notamment en limites de site). Depuis 2010, une tendance à la baisse des concentrations est observée.

En juillet 2018, en application de l'article 8 de l'arrêté complémentaire du 1^{er} février 2018, l'exploitant a fait réaliser, par la société ANTEA, une interprétation de l'état des milieux. Cette étude a conclu à la compatibilité entre l'état des milieux et les usages constatés. L'état des milieux n'ayant pas significativement évolué depuis cette étude, il n'est pas jugé nécessaire de mettre à jour cette étude

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des rapports de suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de tout commentaire nécessaires sur d'éventuelles anomalies.</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare régulièrement les résultats de la surveillance des eaux souterraines sur GIDAF. L'écart constaté lors de la visite de contrôle du 23 juin 2022 est donc levé.</p> <p>Il est néanmoins demandé à l'exploitant de joindre à ses déclarations les rapports de mesures. Il conviendrait également de préciser, dans les rapports de mesures, l'historique des produits de préservation du bois utilisés, en précisant les substances actives présentes, afin notamment de justifier le programme de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <p>Les installations [électriques], notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en août 2024, par la société Bureau Véritas. Dans ce cadre, le site a été divisé en 2 zones : les postes HT P1/P3/P4 et le reste du site.</p> <p>Le certificat Q18 relatif aux postes HT précise que la vérification était complète et conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner pas de risque d'incendie ou d'explosion. Il est donc considéré que ces installations sont maintenues en bon état.</p> <p>En revanche, le certificat Q18 relatif au reste du site précise que la vérification était partielle. Ainsi, la nouvelle « armoire commande canalis (ALLEZ) » du bâtiment 2 n'a pas été vérifiée. Une partie des installations électriques du site n'a donc pas fait l'objet d'une vérification, ce qui constitue un écart.</p> <p>En outre, ce certificat conclut que les installations électriques peuvent entraîner un risque d'incendie et d'explosion. Cette conclusion est motivée par le constat de 7 non-conformités (1 déjà constatée en 2018 et 6 déjà constatées en 2023). Au vu du suivi réalisé par l'exploitant, tous ces écarts ont fait l'objet de mesures correctives. Par sondage, il a été vérifié que des travaux ont bien été réalisés concernant l'un de ces écarts (observation n°1 du Q18). La levée de l'ensemble de ces écarts devra être confirmée lors de la prochaine vérification des installations électriques, prévue en août 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le certificat Q18 d'août 2025, qui devra justifier d'une vérification complète et conclure à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositif d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments constituant l'ensemble ouest (administration, menuiserie, magasin central et hangars), ainsi que l'atelier de traitement/ finition situé au sein de l'ensemble est, sont munis d'un dispositif d'extinction automatique.</p> <p>Ce dispositif est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.</p>
Constats : <p>Un dispositif d'extinction automatique est présent dans la menuiserie, le hangar Sud-Ouest et l'atelier de traitement/ finition. Les autres bâtiments mentionnés dans l'article 8.3.4 n'ont pas été contrôlés. Le dispositif est alimenté par une cuve de sprinklage et un local motopompe, implantés au centre du site.</p> <p>Ce dispositif d'extinction automatique a été mis en place en 1981, selon le référentiel APSAD R1, qui constitue un référentiel reconnu au sens de l'article 8.3.4. Ce dispositif a fait l'objet d'une réception initiale et d'un certificat N1, délivré en 1982. Ce dispositif a été complété pour la dernière fois en 2008, sans faire l'objet d'une réception et d'un certificat N1.</p> <p>Pour la maintenance de ce dispositif, l'exploitant a également retenu ce référentiel APSAD R1, qui prévoit notamment des vérifications semestrielles et des révisions trentenaires.</p> <p>La dernière vérification semestrielle a été réalisée en octobre 2024, par la société Bureau Véritas. La précédente vérification avait été réalisée en novembre 2023. Aucune vérification n'a donc été réalisée au premier semestre 2024, ce qui constitue une non-conformité au référentiel APSAD R1, et donc un écart à l'article 8.3.4.</p> <p>Le compte-rendu de vérification d'octobre 2024 conclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux non-conformités suivantes, présentant un risque de mise en échec : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Non-respect de la hauteur de stockage dans le magasin de stockage - écart constaté pour la première fois en 2016 ; ◦ Zone non-protégée contiguë à une zone protégée dans le bâtiment de traitement/ finition - écart constaté pour la première fois en 2016 ; ◦ Absence de certificat N1 pour les modifications apportées depuis 1997 - écart constaté pour la première fois en 2016 ; ◦ Absence de dossier technique à jour - écart constaté pour la première fois en 2020 ; ◦ Besoin hydraulique à SI1 non couvert - écart constaté pour la première fois en 2020 ; ◦ Absence de révision trentenaire - écart constaté pour la première fois en 2021 ; • à des non-conformités sans risque de mise en échec ; • à des observations ou propositions d'améliorations. <p>Les mesures correctives apportées par l'exploitant ne sont pas susceptibles de lever l'ensemble des non-conformités relevées et entraînant un risque de mise en échec. En particulier, la révision trentenaire n'a pas été engagée (selon l'exploitant, la réalisation de la partie documentaire de cette révision, jusqu'au cahier des charges des travaux, a été budgétisée pour 2026), la zone de montage contiguë à la zone de traitement/ finition n'est toujours pas protégée et les modifications apportées depuis 1997 n'ont toujours pas fait l'objet d'une réception et donc d'un certificat N1.</p> <p>Par conséquent, les installations d'extinction automatique ne sont pas installées et entretenues régulièrement et conformément au référentiel reconnu, ce qui constitue un écart. Pour cet écart, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant, en vue d'une mise en conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois, les éléments justifiant qu'une vérification semestrielle du dispositif d'extinction automatique sera réalisée au premier semestre 2025, en transmettant un bon de commande signé ou tout autre justificatif équivalent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de défense extérieure contre l'incendie [...] sont composés de : [...] <ul style="list-style-type: none">- une réserve interne de 560 m³, implantée au nord du site ;- une réserve interne de 560 m³, implantée à l'ouest du site ;- le surplus de volume disponible dans la cuve de sprinklage (774 m³, correspondant à la différence entre le volume de la cuve et le besoin nécessaire au dispositif d'extinction automatique). La cuve de sprinklage est munie de trois raccords normalisés, chacun [...] étant associé à une aire d'aspiration de 32 m ² . Chaque réserve interne est munie de 4 raccords normalisés, chacun associé à une aire d'aspiration de 32 m ² .
Constats : Le site est désormais muni de deux réserves incendies internes de 520 m ³ et 600 m ³ . Elles disposent toutes deux de 5 aires d'aspiration maintenues dégagées et de 5 raccords normalisés. Ces ouvrages ont été réceptionnés par le SDIS. Même si l'article 8.3.2 impose une répartition des volumes légèrement différente (deux fois 560 m ³), il est considéré que la situation est conforme. Dans le cadre d'un futur arrêté complémentaire, l'article 8.3.2 sera modifié pour tenir compte de cette répartition. La cuve de sprinklage a bien été munie de 3 raccords normalisés, associés à des aires d'aspiration maintenues dégagées, permettant d'utiliser le surplus de la cuve de sprinklage pour la défense incendie du site. Cette cuve a également été réceptionnée par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite